

ANTICAPITALISTES

La Caisse aux travailleurs !

13 février
2023

Bulletin d'entreprise des militants et sympathisants
du Nouveau Parti Anticapitaliste à la CDC Bordeaux



Joutes parlementaires et succession de journées d'action ne suffiront pas !

Préparons l'affrontement pour faire plier Macron-Borne !

Samedi 11 février nous étions à nouveau très nombreux, près de 2,5 millions dans la rue contre la réforme des retraites. Jamais depuis 30 ans, on n'avait vu autant de monde dans la rue. Certains au gouvernement ne manquent pas de noter quand le nombre de grévistes ou de manifestants est en baisse, mais au-delà des chiffres la détermination grandit et le mouvement s'approfondit. Les jeunes commencent même à bloquer leur fac et à déferler dans les manifestations !

« Augmentez les salaires, pas l'âge de la retraite »

La colère n'est pas limitée à la seule question des retraites. C'est un ras-le-bol général contre l'exploitation capitaliste, les salaires qui ne permettent pas de vivre, le travail qui tue avant même la retraite.

Dans les entreprises du public et du privé, encouragées par le mouvement, les grèves pour les salaires, pour les conditions de travail qui se développent depuis des mois, se multiplient comme chez Sanofi, dans la santé, ou dans la sous-traitance Safran de Dassault Mérignac où des salariés se sont mis en grève illimitée pour 200 € net d'augmentation pour tous. C'est ce mouvement de grève, de contestation globale que craignent les patrons et le gouvernement et qu'il nous faut amplifier. Le soulèvement contre l'agression de la réforme des retraites, pour les salaires et contre l'inflation marque en effet une nouvelle étape vers une contre-offensive du monde du travail et de la jeunesse en réponse à l'offensive des classes dominantes pour alimenter la machine à profit.

Pour gagner, avoir notre propre stratégie de classe, indépendante des jeux institutionnels

Au Parlement, les tentatives de blocage à coup de milliers d'amendements, les effets de manche, les négociations en coulisses... ne nous permettront pas de gagner et d'imposer le retrait de la réforme, chacun le voit bien. Le gouvernement dispose de tous les outils comme le 49.3 pour l'imposer.

Mais chacun voit bien aussi que la succession de journées d'action qui ont permis à plus de 2 millions de travailleur.es et de jeunes d'exprimer notre révolte ne suffira pas. Les directions syndicales appellent à « hausser le ton » comme

Philippe Martinez qui affirme qu'il y a « besoin de décider de grèves ». L'intersyndicale appelle à une nouvelle journée de mobilisation le 16 février et menace de « mettre le pays à l'arrêt » le 7 mars, qui sera suivi de la journée de lutte des femmes le 8, faisant un pas vers la grève générale. Elle espère une ouverture suffisante du gouvernement pour reprendre le dialogue social, elle s'adresse aux députés. Mais déjà des syndicats appellent à la grève reconductible à la SNCF et à la RATP. Seules la pression et la lutte dans la rue, dans les entreprises, dans les quartiers, dans les facs et lycées peuvent faire reculer le gouvernement. Et cela passe par construire nos convergences, en s'organisant démocratiquement, en multipliant nos propres initiatives.

Vers la généralisation de la grève

Notre mouvement est puissant et s'organise. Dans les AG, les collectifs de lutte, dans les sections syndicales et unions locales, des militant-es de la lutte de toutes générations se retrouvent, discutent, s'organisent démocratiquement, prennent des initiatives.

Cette démocratie est essentielle pour entraîner le plus grand nombre, pour décider et diriger nous-mêmes notre mouvement, en discuter les enjeux et les possibilités, pour prendre confiance en notre force, nous qui faisons tourner la société... pour travailler à la généralisation de la grève, à l'affrontement qui fera plier Macron-Borne et leur monde !

Meeting NPA

« Mettre le pays à l'arrêt » OUI !

Quelle stratégie pour gagner ?

Quelles perspectives ?

Vendredi 3 mars - 19 H 30

Salle Victor Hugo - Château du diable

88 Cours Victor Hugo

Cenon

Les salarié.es de Safran Mérignac en grève reconductible pour 200 €

5^{ème} jour de grève totale ce lundi 13 chez les salariés de cette multinationale de l'aéronautique, bossant en sous-traitance notamment pour Dassault-Mérignac.

C'est un groupe de salariés qui a pris l'initiative de la grève pour exiger 200€ nets mensuels d'Augmentation Générale pour Tous. Ils ont commencé le mardi 7 février, journée de mobilisation des retraites, en signifiant à leur direction que la grève est « pour une durée indéterminée ». Dès le lendemain, ils étaient une vingtaine en grève, soit près de 100% des ouvriers et techniciens.

La proposition de leur direction à 1,7% d'augmentation les a fait dégoûter : elle est loin de couvrir l'inflation estimée à 5,9% pour 2022. Une provocation qui s'ajoute à une colère accumulée, avec des augmentations minables depuis des années, un accord de compétitivité qui impose des reculs, des promesses de promotion jamais tenues...

Mercredi, la direction du siège s'est déplacée depuis Toulouse espérant pouvoir remettre les grévistes au travail, mais son passage a été contreproductif : ça a décuplé la colère et la détermination. La grève a été reconduite jeudi et vendredi. Tous les jours, les grévistes se rassemblent au piquet de grève devant leur agence de Mérignac et s'organisent en assemblée générale. Lundi 13, ils ont tenu un piquet devant Dassault pour diffuser des tracts aux salariés : « 200€ nets pour tous », « pas de pognon, pas d'avion » ! Et ils ont décidé de poursuivre la grève. 200 €, on en a tous besoin ! Leur lutte est la nôtre !

Orpéa : l'État et la CDC à la rescousse des actionnaires

Il y a près d'un an, le journaliste Victor Castanet dénonçait dans son livre, « Les Fossoyeurs », la maltraitance institutionnelle dans les Ehpad d'Orpéa. L'annonce avait alors fait chuter les actions du groupe endetté aujourd'hui à hauteur de 9,5 milliards et a entraîné le licenciement du directeur visé depuis par une enquête pour délit d'initié après avoir vendu près de 600 000 € d'actions juste avant la sortie du livre.

L'État par l'intermédiaire de la Caisse des Dépôts et Consignation s'est empressé de voler au secours du groupe aujourd'hui sous tutelle. Plus de 1,300 milliard seront injectés dans l'entreprise dont 605 millions par la CDC.

Si en échange, le plan de sauvetage prévoit une diminution de la marge de l'entreprise par rapport aux profits engrangés avant le scandale, l'État n'a pas hésité à consacrer cet argent public à un groupe privé qui pendant des années a pourtant fait des profits faramineux (102 millions en hausse de 40 % 1er semestre 2021).

Un exemple de plus qui montre l'urgence d'exproprier tous ces groupes de santé privée qui engrangent des profits sur le dos de l'Etat, des salariés et de la population, pour une santé publique au service de tous !

Retraites : pas de pension inférieure à 1200 € ??

Les femmes gagnantes ??

Pour tenter de faire passer la pilule sur les retraites, un des arguments du gouvernement est que les femmes seraient gagnantes et que les retraités percevraient au minimum 1200 € par mois

Un petit « oubli » : c'est de 1200 € bruts dont il s'agit, de toute façon une pension loin de permettre de vivre dignement ; et pour en bénéficier il faut justifier d'une carrière complète.

Ce sont déjà les femmes qui subissent le plus les emplois à temps partiel imposé, des carrières hachées et partent à la retraite plus tard que les hommes.

Avec cette réforme ce sera pire : par exemple les femmes nées en 1972 devront travailler en moyenne 9 mois de plus que ce qu'elles auraient dû sans la réforme... alors que dans la même génération, les hommes devront travailler cinq mois de plus, soit une différence de quatre mois entre les hommes et les femmes.

« Il n'y a rien à négocier, rien à amender: retrait du projet ! »

Séisme en Turquie et Syrie, catastrophe naturelle et sociale

Le tremblement de terre survenu le 6 février dernier dans le sud-est de la Turquie et au nord de la Syrie a déjà fait plus de 35000 morts. D'une magnitude de 7.8 sur l'échelle de Richter qui compte neuf degrés, le séisme s'est manifesté par plusieurs secousses meurtrières et l'assistance aux victimes et les conditions de leur survie sont rendues extrêmement difficiles par le froid glacial.

A cette catastrophe naturelle s'ajoutent les conséquences engendrées par la loi du profit et les intérêts géopolitiques des grandes puissances. En Turquie, alors que la zone est connue pour être à risques, de très nombreux bâtiments censés être « anti-sismiques » mais construits en réalité à l'économie, se sont effondrés comme des châteaux de cartes. En Syrie, la guerre depuis 2011 avait déjà fait des ravages dans les bâtiments et les infrastructures. Dans les zones dévastées des deux pays règnent la famine, le manque d'eau potable, le manque d'abris chauffés, les risques d'épidémie de choléra.

Si la population elle-même, dans les deux pays touchés et ailleurs, essaie d'organiser l'aide humanitaire avec l'appui d'autorités locales et d'ONG, les dirigeants turc et syrien sont seulement préoccupés de sauvegarder leur pouvoir dictatorial. Quant aux Etats des grandes puissances occidentales qui ont pris des sanctions contre la Syrie, ils refusent d'y envoyer des secours.

Contre toute humanité !

**Avec le télétravail, la diffusion de notre bulletin à l'entrée de la CDC touche moins de collègues.
Si vous l'appréciez, merci de le faire circuler par mail. Inscrivez-vous sur lacaisseauxtravailleurs@protonmail.com
Et partagez le par notre page Facebook [Lacaisseauxtravailleurs](https://www.facebook.com/Lacaisseauxtravailleurs)**